

RHIZOME

rhizome: n.m. Tige souterraine vivante, souvent horizontale, émettant chaque année des racines et des tiges aériennes

Un journal anarchiste pour diffuser la résistance contre le génie génétique et son monde

EDITO

LE CHAMP DU CONTRÔLE CONTINUE DE S'ÉTENDRE

L'équipe de recherche de Beat Keller, de l'université de Zurich, déjà responsable du développement du blé génétiquement modifié (GM) pour résister à l'oïdium, a obtenu en juin 2019 l'autorisation de l'office fédéral de l'environnement (OFEV) pour faire des essais en plein champ d'orge génétiquement modifiée dans le champ ultrasécurisé de Zurich-Reckenholz, le « Protected Site ». Selon l'Alliance suisse pour une agriculture sans génie génétique (StopOGM), la demande ne comportait même pas la méthode de réalisation des expériences qui est censé être obligatoire, ce qui montre une fois de plus que ni l'OFEV, ni l'EFSA au niveau européen, n'ont pour fonction de protéger la population, mais de faciliter le travail de l'état dans son entreprise d'industrialisation du monde.

Sur le site d'Agroscope, l'organisation de recherche publique qui héberge les essais, on nous rejoue la farce de la « recherche fondamentale » : cet essai ne servirait qu'à « comprendre le comportement » de cette chimère génétique... Or qui peut croire qu'il ne s'agisse pas de cultiver cette orge de brasserie censée être résistante aux maladies fongiques ? L'agriculture suisse ne cultive que peu d'orge de ce type, et comme pour le blé GM développé par la même équipe de recherche, les maladies visées

et le type de culture choisies correspondent à des méthodes agronomiques pratiquées dans d'autres pays à une échelle industrielle. Autrement dit, le but pourrait bien être que la Suisse puisse exporter de la technologie et gagner sur l'exploitation des droits de licence sur les brevets.

PROTECTED SITE 6 : ANARCHISTS 0

Si les essais de maïs GM dont la demande a été déposée au même moment par la même équipe de recherche sont aussi autorisés, et évidemment ils le seront, ça fera six variétés GM autorisées pour des essais en six ans d'existence du Protected Site. Et ces essais ont pu jusqu'ici se dérouler sans qu'aucune opposition directe ne les empêche. Nous n'avons eu connaissance d'aucun sabotage sur le site.

Début 2018, Beat Keller dressait dans un communiqué un bilan satisfaisant (pour lui) de quatre ans d'essais de blé GM résistant à l'oïdium sur le Protected Site. Comme il avait obtenu en 2014 une autorisation pour cinq ans d'essais, il a ensuite déposé une demande pour la poursuite de ses essais de blé, qu'il a évidemment obtenue en mars 2019.

Pour rappel, les rôles du Protected Site sont à la fois d'offrir un refuge à la recherche agrobiotechnologique suisse et européenne contre les sabotages des indispensables essais en plein champ¹, permettant de donner quelques chances aux chercheuses du secteur dans la compétition internationale ; et de contribuer à l'acceptation des OGM au niveau national. Si ce dernier rôle est apparemment inefficace, peut-être

parce qu'un site militarisé n'est pas idéal en termes de communication, il faut savoir que le gouvernement suisse refuse de considérer que les nouvelles techniques de modification génétique produisent des OGM, alors que lors de la consultation préalable des parties intéressées le responsable du Protected Site a offert de pouvoir tester des plantes issues de ces technologies, si le gouvernement venait à estimer cela nécessaire à la construction d'un consensus. Quant à l'affaiblissement du rapport de forces, il semble qu'à part en France et en Italie dans une certaine mesure, le mouvement d'action directe anti-OGM est au point mort. Il faut bien reconnaître que la quasi-totalité de l'opposition est portée par des organisations strictement légalistes, ce qui n'empêche que la pression des possibles sabotages reste présente et maintient des coûts de sécurité élevés.

L'essentiel de cette offensive technoscientifique qu'est la conquête de la génétique des êtres vivants se passe dans des laboratoires relativement difficiles d'accès. Tandis que les essais en plein champ, indispensables pour réaliser l'insertion des produits de laboratoire dans la réalité ouverte et complexe des champs cultivés et de leur environnement, ont longtemps été identifiés comme un point vulnérable, en même temps qu'un moment crucial.

Face à la surenchère de sécurité, c'est-à-dire à la militarisation des essais, les opposant-e-s déterminé-e-s à recourir à l'action directe se trouvent confronté-e-s au choix de surenchérir au niveau tactique et/ou prendre davantage de risques lors d'une attaque directe des essais – ce qui reste possible, ne serait-ce que pour détruire l'aura d'invincibilité du site ; ou alors de changer de

NUMÉRO 6
avril 2021

cibles afin de perturber autrement le développement en cours, ce qui a été fait en Suisse pendant les trois premières années d'existence du Protected Site mais de manière très dispersée. Précisons que nous n'avons pas affaire à une entreprise qui pourrait faire faillite si on lui cause suffisamment de pertes ou si on pousse ses partenaires financiers à se désengager (comme par exemple lors de la campagne SHAC contre la vivisection), mais à l'état et son budget voté par le parlement.

La situation est on ne peut plus difficile, car les recherches avancent non seulement dans le Protected Site mais aussi dans les laboratoires, non seulement sur la génétique mais aussi sur la robotique, les big data et les nanotechnologies², non seulement sur les plantes mais aussi sur les animaux (qu'ils soient considérés comme des ressources ou comme des nuisibles pour le système agro-industriel, qu'elles soient humaine-s ou pas), pour être diffusées dans les champs et les forêts cultivées mais aussi dans les autres écosystèmes³... Comme disait le capitaine Haddock dans Rhizome n°3, « faut pas se leurrer Tintin, c'est seulement lorsqu'on aura renversé l'entier du système qu'on sera à l'abri des OGMs ».

RAGE VIVANTE

Pour autant, faut-il désertier ce terrain ? Rhizome et les autres initiatives récentes ont remis la question du génie génétique à l'agenda des milieux anarchistes de quelques pays, mais force est de constater que très peu de personnes se mobilisent sur ce thème. La force du capitalisme technoscientifique est aujourd'hui telle que nous sommes tou-te-s submergé-e-s. « Nous sommes la rage vivante d'une planète mourante » et nous le resterons.

Alors, nous nous rendons bien compte qu'il reste difficile, même entre nous, de nous mettre d'accord sur une ou des stratégies. À commencer par les définitions du mot stratégie, que ce soit « le déploiement des moyens qu'on conçoit afin de gagner une guerre ou d'atteindre les objectifs d'une campagne de lutte » ou « une intervention qui ne soit pas récupérable et n'abaisse pas la conflictualité », qui révèlent différentes ma-

nières de concevoir les luttes. L'attaque diffuse, par exemple, gardera toujours ses qualités d'imprévisibilité, d'accessibilité et de liberté, mais parallèlement quelques-un-e-s d'entre nous pensent qu'au vu des enjeux, cette approche ne saurait suffire et que nous devrions affronter la question de l'efficacité pour pouvoir peser sur le cours des choses. La question de l'élargissement du mouvement nous travaille aussi, avec des tensions autour du rapport aux mobilisations de masse. Lieux de rapports de pouvoir, situations trop facilement récupérables par certains agents de la domination ? L'occasion de créer un pont entre diverses tendances, de faciliter l'accès à des parcours d'action directe ? On peut constater qu'il n'y a pas eu, en Suisse ces dernières années, des situations où des gens auraient pu rejoindre la lutte anti-OGM radicale de manière facilitée – c'est-à-dire autrement qu'en lisant quelque chose puis en prenant de manière isolée l'initiative d'une action – et que ces situations ne sont pas apparues spontanément. Il y a eu des manifestations non-offensives et des actions clandestines ; il n'y a rien eu entre les deux comme par exemple des actions directes à risque modéré appelées publiquement. Réaffirmons-le : nous appelons à l'auto-organisation, n'attendons pas que la libération vienne de quiconque d'autre que nous-mêmes ! En même temps, ne devrait-on pas aussi accorder de l'importance à la rencontre dans la lutte, à la coordination et à la réflexion stratégique partagée, pour enfin menacer sérieusement la domination ?⁴

L'existence du Protected Site a provoqué un certain sursaut sur ce front « OGM » de la lutte globale, et il est clair que celles et ceux qui s'y sont engagé-e-s jusqu'ici ont tenté ce qu'elles ont pu, avec autant d'audace que d'erreurs. Mais malgré les limites de ce qui a été tenté, l'heure n'est pas au renoncement : des centaines d'espèces sont aujourd'hui attaquées par l'ingénierie génétique, et les brevets sont un instrument important de l'oppression néocoloniale. Il est faux de croire que les OGM sont déjà partout et qu'il est trop tard. Chaque jour dans le monde, de nouvelles attaques sont perpétrées et notre résistance est nécessaire à la fois pour empêcher de nouvelles nuisances

irréversibles et pour renverser le rapport de forces face à la domination.

Si l'aventure de Rhizome continue, ses pages pourront servir à accueillir vos contributions écrites à la lutte, que ce soit pour explorer les perspectives ouvertes dans des textes comme celui-ci ou pour relater vos actions inspirantes.

APPEL À TRADUCTIONS...

Voici déjà quelques années que le projet Rhizome existe. Durant maintenant 6 numéros, nous écrivons et publions nos articles en 3 langues différentes : allemand, français et italien. Dans le contexte suisse, cela nous a paru dès le départ être une nécessité évidente ; surpasser la séparation causée par le Roestigraben, tisser des liens entre les différentes zones géographiques et linguistiques, faire circuler l'information, dynamiser et nourrir une lutte qui en a bien besoin. Cela dépasse d'ailleurs même le cadre de la suisse puisque notre journal est également diffusé en France, Italie et Allemagne.

Nous voyons donc le fait de se situer à un nœud entre 3 contextes linguistiques (chacun touché différemment par la menace du "génie génétique") comme une opportunité à saisir. Mais cela représente aussi beaucoup de travail supplémentaire sous la forme de traductions.

C'est pour cela que nous lançons aujourd'hui un appel aux traductrices et traducteurs qui seraient intéressé*es à nous prêter main forte dans cette tâche. Vous vous débrouillez suffisamment dans 2 des 3 langues précédemment citées pour proposer une traduction (qui sera de toute façon relue et corrigée par la suite) ? Vous avez un peu de temps et d'énergie à investir dans ce projet ?

Si oui, vous pouvez nous contacter grâce à notre adresse mail : rizom@immerda.ch

1. Le Protected Site héberge aussi des essais de pommes de terres résistantes au mildiou de l'université de Wageningen (Pays-Bas) et de blé aux grains plus gros de l'institut IPK-Leibniz de Gatersleben (Allemagne). Sans oublier les pommiers « cisgéniques » d'Agroscope.

2. Rhizome n'a pas encore réussi à relater les résultats du programme national de recherche PNR64 sur les nanotechnologies dans l'agriculture qui est terminé depuis plusieurs années et n'a soulevé aucune opposition. Aucune opposition non plus pour l'inauguration de la ferme modèle d'agriculture robotisée ultra-connectée Swiss Future Farm en septembre 2018.

3. La technologie du « forçage génétique » est notamment développée pour remplacer et anéantir des populations d'animaux sauvages ravageurs de cultures ou vecteurs de maladies, réalisant intentionnellement des contaminations qui n'étaient (officiellement) qu'accidentelles jusqu'ici.

4. Comme chaque éditorial, ce texte engage collectivement le collectif de rédaction de Rhizome, mais il suscite, ouvre, et nourrit toujours des débats au sein du groupe. Notamment, tout le monde n'a pas la même appréciation des « actions directes à risque modéré appelées publiquement » que d'autres nomment « désobéissance civile », comme par exemple des occupations de champs. À noter que le degré de risque ne dépend pas que du type d'action mais aussi beaucoup du contexte et de la perception par l'état de la lutte comme étant menaçante ou non.

ON ACHÈVE BIEN LA PAYSANNERIE



perturbation du Forum toulousain de la Robotique Agricole

Nous qui nous opposons depuis des années au puçage électronique des animaux et nous inquiétons de l'addiction croissante des humains aux écrans, nous venons ici interrompre vos (d)ébats avec les machines et soulever bruyamment le scandale de votre activité : pour la culture des sols comme pour celle(s) des sociétés, Mesdames & Messieurs les ingénieurs, les startupper, et autres expertes en accompagnement du développement – vous êtes des nuisibles.

Quel sera le résultat de vos innovations (robots désherbeurs, fermes connectées, tracteurs automatisés) ? En apparence et dans l'immédiat, des gains de puissance et de précision pour ceux qui les utiliseront. Mais le résultat le plus massif et durable sera la dépendance encore accrue des agriculteurs à l'égard des grandes industries. Depuis plusieurs dizaines d'années déjà, ils sont dépendants d'un complexe bancaire et industriel écrasant : Crédit agricole, géants de la chimie, des semences et de l'agroalimentaire... Les exploitantes qui auront la brillante idée d'acquiescer/d'accepter vos joujoux électroniques seront en prime tenues par les GAFAM (Google, Amazon, Facebook, Apple et Microsoft) et les multiples acteurs capitalistes qui gravitent dans leur orbite. Plus que jamais, ils n'auront la maîtrise de rien sur leur ferme ; elles comprendront de moins en moins le fonctionnement de leurs outils de travail ; elles se couperont de la réalité sensible et vivante des champs, des plantes et des animaux.

Vos machines vont encore aggraver la situation économique des agriculteurs, leur endettement, la concurrence féroce qu'ils se livrent, les faillites, les suicides... Ce ne sont pas vos robots qui vont subitement rendre l'élevage ou le maraîchage rentables – au contraire, ils feront probablement encore baisser les prix des produits à la vente. Ces activités sont déjà tellement industrialisées, et pourtant elles sont sous perfusion permanente d'argent public. Plutôt que des satellites, des capteurs et des robots, elles nécessitent une main d'œuvre nombreuse pour partager le travail, des rapports coopératifs, une déspecialisation. Mais comme d'habitude, dans la civilisation du Progrès, on propose des machines pour résoudre un problème de

nature sociale : trop peu de gens veulent et peuvent cultiver la terre, s'occuper de produire leur nourriture.

En plus de ça, nous sommes certains que les machines en question, loin de donner naissance à des pratiques agricoles moins polluantes (y croyez-vous vous-mêmes ?), vont aggraver à l'échelle mondiale le sacage des milieux naturels. La fabrication de toute la quincaillerie informatique apporte aujourd'hui une contribution majeure à la catastrophe écologique en cours. Ordinateurs, tablettes, smartphones, puces, drones, etc. reposent notamment sur une activité minière terriblement gourmande en eau, et terriblement polluante en produits toxiques nécessaires à l'extraction des « métaux rares ». Baotou, la ville voisine des mines de Mongolie-intérieure qui fournissent les industries du monde entier en « terres rares » depuis trente ans, est surnommée en Chine « la ville du cancer ». La mine de Mountain Pass en Californie, qui a longtemps fourni la Silicon Valley, a fermé en 2002 suite à une série de scandales écologiques et sanitaires. Les mines de Bolivie et du Pérou assèchent des lacs et privent les populations locales d'eau potable.

La quantité d'énergie nécessaire pour extraire, broyer, traiter et raffiner les métaux rares représenterait 8 à 10 % de l'énergie totale consommée dans le monde ! Sans parler des conditions de travail dans ces mines et dans les usines d'électronique, en Chine et ailleurs ; sans parler des montagnes de déchets intraitables de ce secteur prétendu « immatériel », au Ghana par exemple... Avec des capitalistes verts comme vous, prêts à multiplier les robots pour déverser à peine moins de pesticides, on n'a pas fini de se demander si le diesel du populo est assez écolo.

L'élite du pouvoir politique essuie ces jours-ci une violente tempête. Le reste de la technocratie est malheureusement plutôt à l'abri de la colère populaire, pour l'instant. Nous partageons la mise en cause des élites qui ressort du mouvement des Gilets jaunes, et nous pensons qu'un des éléments qui rendent ces élites si puissantes à notre époque, ce sont précisément les outils qui se conçoivent, se fabriquent et se promeuvent dans une technopole comme Toulouse – dans les endroits comme ici. C'est la sacro-sainte innovation technologique qui creuse le fossé entre classes sociales, qui assure la

concentration des richesses, la prolétarianisation d'un nombre croissant de gens. Tant que notre rage ne se dirigera pas aussi contre les innovateurs, contre les start ups de robotique (agricole et autre), contre les laboratoires de recherche en intelligence artificielle, le pouvoir réel sera épargné – il lui suffira de changer de marionnette, après Macron un(e) autre. Tant que nous ne rejeterons pas la vie de synthèse qui nous est proposée par la classe d'ingénieurs au pouvoir (informatisation du travail et des services publics, compteurs Linky, « applis » pour prendre en charge chaque parcelle de nos existences), les contraintes économiques continueront de peser sur nous de manière implacable.

Nous appelons les acteurs du milieu agricole et paysan à se positionner par rapport à la vague d'innovations présentées dans les salons comme celui-ci : est-ce d'une agriculture « augmentée »/connectée dont il y a besoin pour le présent et le futur ? Nous appelons à la solidarité avec les refuseurs du puçage électronique, aujourd'hui menacés de procès pour leur désobéissance. Nous appelons les Toulousains et les Toulousaines à ouvrir les yeux sur ce qui est produit dans leur métropole et qui en fait la prospérité ; à mettre en cause le prestige et le pouvoir social des ingénieurs, chercheurs, designers, et autres « premiers de cordée » qui travaillent pour ce complexe militaro-industriel occitan. Avions, robots, nanotechnologies, chimie lourde pour les pesticides et les armes : quelles industries ne faudrait-il pas fermer, ici comme ailleurs ?

A toutes celles et ceux qui se révoltent ces jours-ci, nous proposons de ne pas se focaliser sur la personne du monarque parisien, avec sa morgue plus ou moins calculée, mais de (se) poser les questions suivantes : voulons-nous habiter une start up nation ? Voulons-nous encore de cette vie vouée à l'économie, aux gains de productivité, au management par ordinateur et réseaux sociaux ? Voulons-nous d'un monde peuplé de robots, qui nous rendraient massivement inutiles et nous feraient perdre encore du pouvoir sur nos existences ? Pour nous, c'est non.

Quelques « chimpanzés du futur » occitans

TRANS NE VEUT PAS DIRE TRANSHUMAIN

le texte qui suit est un résumé de la brochure “Trans ne veut pas dire transhumain: une réflexion trans sur les transhumanismes trans-friendly, cyberféminismes queer, écologismes et féminismes transphobes” publié en Italie en 2018 et disponible en version intégrale en italien sur le site <https://anarcoqueer.wordpress.com>. Ce résumé a été rédigé pour Rhizome par Alex B., auteur de la brochure. [une traduction française intégrale est disponible sur <https://infokiosques.net>]

La brochure “Trans ne veut pas dire transhumain” veut s’inscrire dans le débat sur le rôle de la technologie dans la société contemporaine, où le développement industriel, scientifique et technologique toujours plus poussé renforce le pouvoir des gouvernements ainsi que la logique capitaliste du pillage, fondée sur le mythe de la croissance économique infinie. Son impact sur l’existence de tout-e-s les habitant-e-s de la planète est énorme. Aujourd’hui, une perspective critique des systèmes de domination ne peut donc se faire sans aborder la question de la technoscience. Sur ce terrain se confrontent souvent des visions du monde différentes, à l’intérieur des mêmes mouvements de libération. Souvent, les problèmes apparaissent quand le regard posé sur ces questions demeure partiel, sans prendre en considération dans toute leur complexité.

L’écologisme radical et une bonne partie des tendances anarchistes ont des positions très critiques par rapport à la technoscience, parce que le “progrès” y est vu comme l’une des causes fondamentales de la crise écologique en cours, de l’augmentation du contrôle social, de la perte d’autonomie des individus et des communautés, de l’effacement des modes de vie qui diffèrent du modèle occidental, fils de la révolution industrielle. D’autres mouvements antagonistes s’expriment aussi sur la technologie, mais souvent avec des positions plus nuancées ou hétérogènes : c’est le cas des mouvements féministes/queer, qui ont tendance à aborder le thème de la technologie et de la science seulement en ce qu’elles touchent aux questions de genre, passant ainsi à côté d’une critique plus générale et approfondie de l’idéologie scientifique et du progrès technique. Si les technologies liées au contrôle des naissances (comme les contraceptifs et l’avortement) et les techniques liées aux transitions de genre des personnes trans sont généralement perçues d’un œil positif par les mouvements féministes/queer, d’autres technologies comme les pratiques de stérilisation forcée et de médicalisation des corps des femmes* sont depuis toujours farouchement critiquées. En ce qui concerne les technologies re-

productives plus récentes comme la procréation médicalement assistée (PMA) ou la gestation pour autrui (GPA), il y a un fort débat interne dans le monde féministe/queer. Certain-e-x-s considèrent ces applications comme un élargissement des libertés et des droits (avec une analyse plutôt superficielle de la question). D’autres les critiquent durement en y voyant de nouvelles formes de contrôle biopolitique sur les corps et les populations, à travers des pratiques eugénistes libérales qui accentuent les hiérarchies sociales, mettent en danger la santé des femmes* et des enfants qui vont naître, exproprient les femmes* de leurs capacités et des connaissances acquises par le passé, et les utilisent comme “cobayes” pour le développement des biotechnologies. D’un côté, il serait limitant et trompeur de s’en tenir à évaluer le potentiel émancipatoire ou oppressif de ces technologies du point de vue des rôles de genre, étant donné que ces technologies ont beaucoup d’autres implications et qu’elles sont au cœur d’enjeux économiques et de pouvoir de nombreux acteurs (scientifiques, gouvernements, entreprises pharmaceutiques, etc). D’un autre côté, il est fondamental de porter attention à la dimension du genre dans la critique des technologies : cela peut faire la différence d’avec des positions critiques fondées sur de tout autres présupposés, telles que celles du monde catholique ou de groupes politiques de droite. C’est un terrain extrêmement délicat, d’où l’importance d’adopter une approche critique à 360 degrés.



L’auteur de ce texte est un mec trans, blanc, qui vit dans une région du monde privilégiée : je considère important de

spécifier ce positionnement, parce que les analyses qui l’on produit ne sont pas neutres. Elles ne peuvent faire abstraction de la position sociale de la personne qui écrit, position qui influence de diverses manières notre propre regard sur le monde et sur les autres. La première partie de la brochure est une critique des courants féministes et/ou queer optimistes vis-à-vis de la technoscience. Des autrices et auteurs comme Donna Haraway (fondatrice du courant cyberféministe), Rosi Braidotti (l’une des principales représentantes du post-humanisme), Paul B. Preciado, les autrices du “Manifeste xenoféministe”, parmi d’autres, promeuvent le développement de sciences telles que la biotechnologie, la nanotechnologie, l’intelligence artificielle, la robotique, parce qu’iels voient du bon dans la fusion toujours plus prononcée entre l’humain et la machine, ainsi que dans la métaphore du cyborg. Iels perçoivent dans ces sciences et dans la figure de l’être humain 2.0 hybridé avec le non-humain (tant sous forme de matière organique qu’inorganique), une dissolution des dualismes sur lesquels se fonde la culture occidentale : humain/non humain, humain/machine, homme/femme, nature/culture, et d’autres encore. Ces courants ne tiennent compte que du facteur perturbateur des technologies vis-à-vis de l’essentialisme, c’est-à-dire d’une vision qui “naturalise” des catégories sociales telles que “le genre”, “la race”, “la sexualité”, etc. Le présupposé essentialiste nie l’influence du contexte culturel et historique dans la construction de ces catégories, pour affirmer qu’elles seraient le produit d’un ordre naturel/moral, prenant tantôt le nom de Dieu, tantôt de Nature. Cette vision, qui oppose ce qui est considéré comme “naturel” (et donc juste moralement) de ce qui serait “contre-nature” (et donc moralement faux, non légitime), fait souvent partie du fondement idéologique de systèmes oppressifs tels que le patriarcat, l’homophobie, la transphobie, ou le racisme. L’erreur logique, toutefois, soutenue par les courants cyberféministes et post-humanistes, est de croire que l’essentialisme, qui est une idéologie (et donc un processus culturel), puisse être démantelé à travers une résolution technologique (l’utilisation de la technologie, la fusion avec les machines).

S'en convaincre équivaut à plonger entièrement dans une logique scientiste, qui veut que la solution à tous les problèmes, y compris politiques et sociaux, ne peut être que technique. La vision pro-technologie qui en ressort s'aligne parfaitement sur l'idéologie dominante et sur la trajectoire du techno-capitalisme contemporain. Elle se fait passer pour alternative mais elle est en réalité contre-révolutionnaire, parce qu'elle pousse à s'adapter à la réalité où l'on vit au lieu de la remettre en cause. Elle propose d'en réformer quelques fragments ou d'y découper de maigres espaces de résistance absolument inoffensifs pour le système, qu'il intègre pour mieux se renforcer.

La brochure met l'accent sur la façon dont la figure de la personne trans est érigée en exemple tant par les mouvements pro- qu'anti-technologie pour illustrer leurs thèses respectives. Dans certains textes des courants cyberféministes et post-humanistes, la personne trans est censée montrer la façon dont la technologie viendrait ouvrir la voie vers la liberté. Le fait qu'une partie des personnes trans ait recours à des interventions médicales pour faire leur transition de genre et pour améliorer leur qualité de vie, tout en déstabilisant le binarisme de genre à la base des discri-

tant par là en bloc. Seule une minorité de courants queer et féministes se positionne pourtant ainsi.

Certain de ces groupes écologistes ont aussi soutenu que les théories queer vont de pair avec le transhumanisme ; que l'objectif des groupes trans et queer est de détruire la différence entre les sexes, la reproduction naturelle, la femme en tant que mère ; que l'on nie la matérialité des corps et qu'on veut créer un monde technologique où règne une fausse liberté, dictée par le marché, la liberté de modifier les corps suivant n'importe quel caprice. La théorie queer est donc déformée et décrite comme un éloge de la technologie, quand en réalité elle parle de toute autre chose : elle se préoccupe d'analyser et de déconstruire l'origine culturelle des modèles stéréotypés homme/femme et de l'hétérosexualité obligatoire qui caractérise leur rapport. Ces modèles, qui nous sont donnés comme "naturels", sont la norme par rapport à laquelle se construit l'oppression sexiste/homophobe/transphobe pour les individus qui ne peuvent ou ne veulent pas entrer dans ces rôles/catégories/désirs. Répandre des discours alarmistes prétendant que le queer détruirait la différence entre les sexes ainsi que l'ordre social revient à adopter la même position que

ciété marchande capitaliste, qui pousse à haïr la nature, les corps et tout ce qu'il y a de biologique et de "naturel". Selon cette conception, les personnes trans seraient déviantes, convaincues que n'importe quel désir est réalisable dès lors que le marché (et la technologie) nous en offrent la possibilité. Il s'agit d'une analyse instrumentale et fautive de l'expérience trans, une analyse an-historique qui ignore le fait que les personnes trans ont existé à toutes les époques et dans toutes les cultures, avant et en dehors de la société moderne et hyper-technologique dans laquelle nous vivons. Bien avant que ne soient rendues possibles certaines formes de transition de genre. Derrière la critique de la pensée queer et des personnes trans déguisée en critique de la technologie se cachent une défense de l'hétéropatriarcat et des rôles de genre traditionnels, la négation des identités non binaires et trans, la volonté d'effacer ce qui est différent de soi-même. Une vision du monde qui voit la Nature (à la place de Dieu) comme garante d'un ordre moral, où le sexe biologique vient, comme le destin, décider surtout de notre rôle social.

De manière générale, je vois dans les deux positions que j'ai décrites une instrumentalisation, une déformation et une suppression des voix des personnes trans, de leurs vécus et de leurs expériences réelles. Pourquoi prendre comme symbole spécifiquement les personnes trans, s'agissant de parler de l'utilisation de la technologie, quand en réalité dans les sociétés occidentales, quasi chacun-e-x-y compris ceux/celles qui critiquent de manière radicale la technologie - utilise toutes sortes d'applications scientifiques et technologiques dans sa vie quotidienne? Les personnes trans ne font pas plus usage de technologie ou de médecine que la plupart des gens, et elles n'en font pas non plus particulièrement la défense ou l'éloge.

Montrer du doigt les identités queer et trans à partir d'une position privilégiée, en les accusant de complicité avec la domination, en diffusant des discours offensifs à leur égard ou déformant leurs réalités vécues et leurs pensées, a pour effet de renforcer l'oppression subie par des personnes déjà fortement discriminées dans la société. Si une analyse, un discours ou une lutte, censées contester un système de domination renforce au contraire la discrimination d'un groupe opprimé, cela devrait enclencher la sonnette d'alarme : ce qui naissait comme une idée de libération est en train de se transformer en une idéologie réactionnaire. C'est pourtant la chose la plus contradictoire à une approche anarchiste. Il est ainsi fondamental que notre critique de l'existant soit intersectionnelle et qu'elle embrasse l'horizon le plus large possible, pour construire une lutte qui ne renforce pas les inégalités sociales existantes mais qui vise, au contraire, à une libération totale.

Alex B.



minations hétérosexistes, démontrerait, selon ces théoriciennes cyberféministes, que la technologie est en soi toujours quelque chose de positif et surtout, que "nous sommes déjà des cyborgs" - les personnes trans en seraient un exemple. D'un autre côté, certains groupes écologistes ont une approche très sectorielle de la critique de la technologie, qui ne tient pas compte de l'analyse d'autres oppressions sociales combattues par d'autres mouvements de libération. Ce genre de critiques passe sous silence ou simplifie à l'excès des points importants, dans des discours parfois réactionnaires. Certains collectifs, en concentrant leur critique sur les technologies de reproduction artificielle ou sur l'idéologie transhumaniste, se sont positionnés contre les mouvements féministes et LGBTQ qu'ils décrivent comme pro-technologie, les discréditant

le Vatican quand il se dresse contre la prétendue "théorie du genre".

Dans certaines de ces attaques se cache de manière évidente un préjugé général envers le féminisme, l'homosexualité et la transsexualité, masqué derrière une critique de la technologie. Le cas le plus éclatant est celui du collectif français "Pièces et Main d'Œuvre". Au fur et à mesure de son travail critique des technologies, et à plusieurs reprises, il a exprimé des positions misogynes, homophobes et transphobes, ainsi que racistes, plus proches de l'écofascisme que d'une pensée libertaire. Pourtant, leurs textes continuent à être traduits et diffusés, y compris dans des milieux anarchistes. Ce genre de groupe considère les personnes trans comme une aberration suprême, et l'expérience trans est décrite comme le fruit d'une pensée post-moderne, typique de la so-

COMMENT LE MAÏS OGM DÉTRUIT L'ÉCONOMIE PAYSANNES AUX PHILIPPINES.

Les Philippines est un archipel d'Asie du Sud-Est de plus de 7'100 îles. Avec une population avoisinant les 100 millions, plus de 55 % vit en zone rurale. L'histoire des Philippines a été marquée par 350 ans de colonisation espagnole suivie de près d'un demi-siècle d'occupation américaine. D'une organisation semi-féodale rurale créée sous la domination espagnole, le pays est passé aujourd'hui à un capitalisme oligarchique particulièrement agressif dominé par un nombre restreint de familles puissantes. La politique exterminatrice de l'actuel président Duterte, élu en 2016 sur une campagne anti-corruption tapageuse, ne rompt certainement pas avec la tradition néolibérale et dictatoriale de l'archipel. Du côté des politiques agricoles, les réformes agraires qui ont vu le jour en 1950, ont plutôt contenté les élites locales et renforcé les disparités et la pauvreté dans les campagnes. L'approche actuelle promeut la production pour l'exportation, la libéralisation des marchés et des technologies et l'agriculture intensive. Un tiers des familles paysannes n'a pas de terre et doit payer en général un propriétaire terrien des 2/3 de ses récoltes. Les 20 % de la population les plus riches détiennent plus de la moitié des terres.

LA RÉSILIENCE DES COMMUNAUTÉS PAYSANNES AU QUOTIDIEN

Depuis les années 50, avec une quinzaine de catastrophes naturelles par an, il est le deuxième pays d'Asie le plus exposé aux aléas naturels : typhons, séismes, éruptions volcaniques, inondations sont monnaie courante. Pour faire face à un tel contexte, les habitants et habitantes des Philippines ont développé au cours des siècles différentes stratégies de résilience leur permettant de vivre au quotidien ce risque permanent et de se relever après chaque catastrophe. Cette culture du risque¹ est identifiable, par exemple, dans les cultures agricoles mixtes afin d'assurer des récoltes étalées tout au long de l'année pour éviter leur destruction en une seule fois, dans des parcelles cultivées collectivement pour une prise de risque partagée, ou encore dans la diversification des revenus (récolte, travail saisonnier, charpentier, etc).

Du côté de l'habitat, les techniques de construction des maisons paysannes font également preuve de beaucoup d'intelli-

gence face aux aléas naturels. Les maisons, construites sur pilotis, sont en matériaux locaux comme le bois, le bambou ou les feuilles de palmier disponibles localement. Ces maisons sont aisément réparables suite à un typhon sans nécessité de ressources financières exorbitantes et la pratique du bayanihan (système d'entraide mutuelle) permet de reconstruire rapidement grâce à la solidarité communautaire. Les savoir-faire et les détails techniques ont été ingénieusement développés - assemblage bois spécifiques, liens en rotin, contreventements, toitures résistantes aux vents violents, etc - et les systèmes de consolidation d'urgence ou de repli en cas d'alerte sont également très répandus.

Des études ont observé que la fréquence des catastrophes n'augmente pas (ou peu) aux Philippines, par contre la quantité des victimes et le coût des dégâts augmentent de manière drastique depuis trois décennies : « De « naturelle », l'origine des catastrophes est devenue « socio-économique » et « politique ». (...) L'accès aux ressources est directement responsable de la vulnérabilité et des conditions de vie difficiles auxquelles sont confrontées, au quotidien, les victimes de catastrophes. (...), le changement climatique actuel constitue, pour de nombreux scientifiques et responsables politiques locaux, un alibi parfait, hors de leur champ de responsabilité et permettant de masquer les causes réelles des catastrophes. »²

HISTORIQUE DES OGM DANS LE PAYS

Les Philippines est le seul pays d'Asie qui approuve la culture massive de maïs OGM. Avec ses 7,2 millions de tonnes de maïs produites en 2016, il a même le statut de « biotech mega-country », statut accordé aux pays qui ont plus de 50'000 hectares en culture OGM. En décembre 2002, l'état approuve l'entrée des OGM (maïs Bt Yieldgard 818 et 838) malgré une large contestation des milieux paysans et consommateurs mais aussi médicaux et scientifiques. Depuis, la dissémination de 8 variétés de maïs OGM a été autorisée et 62 types d'OGM acceptés à l'importation (alimentation ou transformation). À l'heure actuelle le pays n'a toujours pas de lois sur la biosécurité, mais paradoxalement le pays reconnaît l'importance de l'agriculture écologique à travers une loi : « the Organic Agriculture Act » datant de 2010.

En 2016, on estimait la surface de maïs OGM cultivée dans le pays à plus de 812'000 ha³, cela représente un tiers de la surface de culture du maïs. Derrière l'expansion rapide de ces cultures se cachent les multinationales agro-chimiques et semencières, comme Monsanto, Syngenta et Pioneer, avec une propagande agressive et bien rodée. Le tout est assisté par des réglementations et programmes gouvernementaux pro-OGM et favorisé par les arrangements crapuleux entre revendeurs locaux et entreprises agro-chimiques/semencières, sans aucunement tenir compte des sévères et largement répandus impacts sur la santé, l'environnement et la vie des familles paysannes.

Plus récemment des champs de recherche en pleine terre sur les aubergines BT et le riz doré ont été autorisés. L'aubergine BT a été développée par Mahyco, une filiale indienne de Monsanto et a la particularité de posséder un gène de *Bacillus Thuringiensis*, bactérie qui sécrète une toxine insecticide, en vue de réduire les dégâts causés par un lépidoptère dénommé *Leucinodes orbonalis*. Quant au riz doré, il a été créé en 2000 à l'ETH de Zurich pour produire de la vitamine A et lutter contre la cécité liée aux carences chez les enfants (remis sérieusement en doute par la quantité énorme qu'il faudrait consommer quotidiennement pour que cela soit effectif). Ses droits, détenus par le géant suisse de l'agrochimie Syngenta, est développé par l'IRRI (International Rice Research Institute) pour lui donner une validation scientifique et est testé en champ par le PhilRice (Philippine Rice Research Institute) pour lui donner une image locale.

L'autorisation de dissémination large de ces deux OGM est déjà planifiée sans avoir de retour à long terme et sans étude d'impact sur la santé des humains, sur celle des animaux et sur l'environnement. Suite à un recours basé sur le respect du droit constitutionnel d'avoir un habitat et un environnement sain et équilibré pour toutes et tous, en 2015 la cour suprême des Philippines a stoppé temporairement les champs test d'aubergine BT. Mais, en 2016, les essais ont repris suite à l'approbation d'une proposition de nouvelle réglementation sur la recherche qui pourrait permettre à terme la propagation de ces deux nouvelles variétés bio-technologiquement transformées.

Face à ces menaces, plusieurs mouvements de contestation se sont mobilisés,

AUTONOMIE DES COMMUNAUTÉS

dont le réseau NO2GMO Philippines⁴ et le réseau paysan-scientifique MASIPAG⁵. Ce dernier a été créé en 1986 dans le contexte de la révolution verte et poursuit l'objectif d'améliorer la qualité de vie des communautés paysannes tout en conservant la biodiversité et les savoirs-faire associés à l'agriculture écologique et soutenable. Dirigé par une base paysanne, il regroupe aujourd'hui plus de 30'000 membres, 512 associations (People organisation), 41 ONG partenaires, 20 organisations caritatives et 15 partenaires scientifiques.

Des actions de sabotage de champs tests OGM ont eu lieu, notamment le 29 août 2001 où plus de 800 paysan-ne-s, organisations religieuses, étudiant-e-s, peuples autochtones, et autres secteurs ont participé au piétinement de maïs génétiquement modifié sur le site expérimental d'Agroseed (branche de Monsanto aux Philippines) à Tampakan, dans le sud de Cotabato. Le 15 septembre 2005, des paysan-ne-s se sont regroupé-e-s avec des représentants du gouvernement local pour une action de déracinement et de décontamination d'un champ de maïs BT et exiger une zone sans OGM pour la province de Mindoro. Et le 8 août 2013, le mouvement paysan de Bikol (KMB) et une alliance SIKWAL-GMO a regroupé plus de 400 paysan-ne-s qui ont détruit le champ de recherche en pleine terre du riz doré du département de l'agriculture régional de Camarines Sud (un des cinq du pays) pour protester contre sa chaîne commercialisation.

L'ENGRENAGE

Prenons l'exemple de la municipalité de Cuartero située dans la province de Capiz sur l'île de Panay (Visaya). Au début des années 2000, les familles paysannes ont été attirées par un prix d'achat des semences du maïs OGM similaire à celui du maïs hybride alors cultivé dans la région⁶. Mais avec les promesses d'un rendement par hectare bien supérieur et surtout d'un enrichissement à la clé pour sortir de la pauvreté. Le coût d'un sac de 18 kg de Roundup Ready GM corn (RR corn), suffisant pour 1 hectare, coûtait

alors 2'800 php (70 chf). En 2008, ce coût est passé à 9'200 php (250 chf) sans compter celui des fertilisants et pesticides également en pleine inflation. En 2011, le prix du sac atteignait 9'800 php alors que celui la semence hybride avoisinait les 4'500 php. Toujours en 2011, on estime que les firmes semencières ont gagné plus de 3 milliards de php (60'000'000 chf) rien que sur les semences de maïs OGM aux Philippines.

Face à ces augmentations du prix des semences de 2, 3 voire 4 fois en dix ans, les familles paysannes n'ont d'autre choix que de s'endetter pour continuer à planter, vu qu'il n'existe bientôt plus d'autres semences sur le marché. Malgré les promesses, elles ne font aucun bénéfice sur leurs récoltes. Elles se tournent alors vers des usuriers locaux avec des intérêts allant de 20 à 40%. Toujours à Cuartero, dans le barangay de Carataya, les négociants locaux n'hésitent pas, en plus de l'intérêt exorbitant demandé sur le prêt, à majorer largement les prix d'achat des semences, fertilisants et pesticides en cas de non-paiement. Une étude de Masipag montre qu'environ 45% des dépenses saisonnières d'une famille paysanne sont destinées à l'achat des intrants agricoles (semences, fertilisants et pesticides). De plus en plus de familles, se retrouvant devant l'impossibilité de payer, sont prises dans l'engrenage de l'endettement, perdant tout contrôle sur leur travail, et donc sur leurs moyens de subsistance.

IMPACTS

L'impact de la culture du maïs OGM, c'est-à-dire de la monoculture chimique/biotech à crédit, sur l'environnement est incontournable⁷: perte de la biodiversité, érosion des sols accélérée et glissement de terrains fréquents, apparition de nouvelles résistances chez les insectes ravageurs, nouvelles maladies des plantes, contamination des variétés de maïs traditionnelles ou endogènes, etc. L'impact sur la santé des familles paysannes cultivatrices de maïs OGM ou vivant à proximité se révèle par des allergies pendant la période de floraison, des maladies de la peau dues à la contamination des sources et cours d'eau, des

difficultés respiratoires chez les enfants et de sévères maux de tête. Avant l'arrivée des OGM, une portion importante du régime des familles paysannes était constituée de kalimbugas, maïs blanc gluant local qu'elles mangeaient comme alternative au riz. Aujourd'hui la culture de cette variété a été remplacée par le maïs transgénique fourrager. Avant elles pouvaient économiser du riz en le mélangeant avec le maïs blanc, aujourd'hui elles se risquent à consommer un maïs impropre à la digestion humaine avec pour conséquence des vomissements et des problèmes gastriques sévères. Leur bétail, nourri avec les feuilles de la plante OGM, est également largement touché par les maladies.

Un autre impact, moins visible à court terme mais dont les incidences n'en sont pas moins pernicieuses, s'est révélé lors du passage dévastateur du typhon Haiyan en novembre 2013 : c'est l'impact sur la qualité de l'habitat. A Cuartero, en quelques heures les familles paysannes ont perdu leurs cultures et leur bétail, et ont essuyé de sévères dégâts sur leurs maisons lorsqu'elles n'ont pas été complètement détruites. Les communautés paysannes, privées des ressources usuelles pour s'en sortir, se sont trouvées dans l'impossibilité de reconstruire par elles-mêmes. Les cultures de maïs OGM, qui participent à mettre en péril les pratiques de résilience de l'habitat, augmentent la vulnérabilité des familles à long terme de plusieurs manières : habitat relégué sur des sites exposés, plus d'accès aux ressources, perte des savoir-faire, disparition du modèle collectif au profit de l'individualisme.

La culture du maïs OGM a relégué l'habitat au deuxième rang au profit de l'élargissement des surfaces cultivées. Les maisons sont déplacées sur des terrains impropres à la culture mais aussi à la construction mettant en danger ses habitant-e-s : des sites en forte pente, proche d'une rivière, ou au milieu d'une surface plantée exposée à tous vents. Les barrières de protection végétales des maisons n'existent quasiment plus. Les matériaux locaux utilisés pour la construction comme certains bois d'œuvre et bambous ne sont plus disponibles localement. Les rhizomes des bambous sont brûlés sur place pour étendre les surfaces cultivables. Les forêts, autrefois denses sur les collines non-cultivées, ont été rasées laissant place aux grandes cultures de maïs OGM.

(suite en page 10)

désert de maïs



Saint-Paul-lès-Romans
s Faucheurs volontaires
de deux hectares d'une
tournesols mutés VrTH,
.
signan (Rhône, France),
yon Saint-Exupéry, des
ent arraché des plants de
érants à un herbicide

(VrTH) Clearfield (une marque de BASF). Cet essai avait été mis en place par le Centre Régional d'Expérimentation Agricole de Saint-Exupéry (CREAS) et la plateforme agronomique Terres Inovia. « Cela fait trois années de suite que nous sommes touchés par des destructions », soupire David Gouache, directeur adjoint de Terres Inovia. :-)

phonie mobile/internet/télé/radio, etc.) et
ont été heureusement beaucoup trop nom-
! On pourrait citer juste pour le plaisir l'in-
ens (Vaud) à l'aube du 9 juin 2019 et celui
ube du 6 octobre dans une Suisse où la pa-
aillieurs. Aussi, des attaques synchronisées
020, et à Grenoble le 18 mai. Dans les deux
les coupures de réseau internet prolongées.

Le 27 mai 2019, à Echiré, dans les Deux-Sèvres (France), les Faucheurs volontaires ont neutralisé une parcelle de colza rendu tolérant à un herbicide (VrTH) par mutagénèse dirigée. Ces OGM mutés sont depuis le 25 juillet 2018 soumis à la réglementation OGM (directive 2001/18). Or cette plateforme d'essai de 100 m2 appartenant à la société Statphyt - Agro Sciences n'avait pas été autorisée comme un essai OGM.

Le 4 avril 2019, des Gilets Jaunes du Tarn et de membres du réseau Écran total contre l'informatisation et la gestion ont perturbé une conférence sur l'intelligence artificielle à l'École des Mines d'Albi (France). Ils et elles ont dénoncé l'automatisation du travail, l'augmentation de la surveillance et de la répression et l'intensification de l'exploitation des ressources causées par l'intelligence artificielle et ses avatars : 5G, compteurs Linky, big data...

Le 1er février 2019, un groupe d'activistes a saboté avec succès deux groupes électrogènes de RWE Power AG près de la mine de lignite (charbon) à ciel ouvert de Hambach (Allemagne), pour causer des dommages économiques directement aux responsables de la destruction du climat et de la déforestation, en solidarité avec l'occupation de la forêt depuis sept ans et les diverses actions menées contre cette mine, en solidarité avec les prisonnières, et pour la justice climatique et la fin de l'exploitation violente de la planète.

Le 11 décembre 2018, le Forum International de Robotique Agricole à Toulouse-Labège (France), organisé par le fabricant de robots Naïo Technologies, a été interrompu pendant une heure par une trentaine d'opposant-es. Les réfractaires à la robotisation appellent à entreprendre d'autres perturbations ailleurs, lors des prochains salons de promotion de la robotique agricole.

Le mardi 27 novembre 2018 à Madrid, le jour précédent le cours d'"introduction à la recherche sur des animaux génétiquement modifiés", qui a eu lieu à l'école de vétérinaire de Madrid, la porte de l'immeuble a été enlue, de la peinture a été jetée sur la façade et le sol, et des affiches contre la recherche génétique ont été collées.

Le 20 novembre 2018, des bus d'une entreprise de transport louant ses véhicules à la police pour transporter des militant-es arrêté-e-s lors de la lutte pour la forêt de Hambach (Allemagne) ont été incendiés, causant pour 400'000 euros de dégâts.

Le 2 octobre 2018, des anarchistes ont dévasté les quatre grandes serres du centre de recherche CREA de Montanaso Lombardo (Lombardie, Ita-

lie), détruisant la quasi-totalité des plantes expérimentales qu'elles contenaient. Le CREA s'occupe de séquençage et d'ingénierie génétique des plantes, et de la modernisation hyper-technologique de l'agriculture et de l'élevage. Ses dernières recherches, financées par le gouvernement, se sont concentrées sur le développement des soi-disant OGM 2.0.

Dans la nuit du 27 au 28 septembre 2018, attaque incendiaire contre l'abattoir d'Hotonnes (Ain, France). Un groupe d'individus s'attaque à un abattoir en y allumant huit incendies, aussi bien sous des véhicules que dans le bâtiment lui-même en l'ayant préalablement forcé et saccagé. Les systèmes électriques ont été attaqués par le feu, permettant peut-être de couper les systèmes frigorifique et de télésurveillance.

Dans la nuit du 24 au 25 septembre 2018, quelques « lucioles » ont détruit une partie des vitrines du siège local de Bayer-Monsanto dans le 9e arrondissement de Lyon (France).

Le 15 août 2018, à Druelle (Aveyron), une parcelle expérimentale de deux hectares de tournesols appartenant à l'entreprise semencière RAGT a été détruite par plus de 70 Faucheurs volontaires. Ces derniers dénonçaient la présence d'OGM cachés dans ces parcelles. RAGT a déclaré que l'action aurait « réduit à néant des années de recherche ».

1 2 août 2018, un bâtiment de Bayer Healthcare a été bombardé de peinture rouge à Loos (France).

Dans la nuit du 31 juillet au 1er août 2018, un fauchage de tournesol génétiquement muté pour tolérer un herbicide (VrTH) a eu lieu sur la commune de la Tour-sur-Orb (Hérault, France).

Appel des soulèvements de la terre: <https://lessoulevementsdelaterre.org/>. *Nous avons besoin d'air, d'eau, de terre et d'espaces libérés. Les causes et les responsables de la destruction des sols nous entourent : bétonisation, industries polluantes, et accaparement des terres vivrières par l'agro-industrie. Nous voulons cibler et bloquer ces responsables. Nous voulons aussi occuper et cultiver les terres qui nous ont été arrachées (...) entre la fin du monde et la fin de leur monde, il n'y a pas d'alternative.*

Appel à agir et à se rencontrer, à l'occasion de la venue d'une délégation zapatiste sur le continent européen. 'Une déclaration... pour la vie' : <http://enlacezapatista.ezln.org.mx/2021/01/01/declaracion-comune-dune-partie-de-leurope-den-bas-et-de-larmee-zapatiste-de-liberation-nationale>. *Comprendre que le responsable de ces douleurs est un système. Le bourreau est un système exploiteur, patriarcal, pyramidal, raciste, voleur et criminel : le capitalisme.*

Les techniques de construction traditionnelles adaptées au contexte climatique et social sont de moins en moins pratiquées par les artisans locaux. L'image de la maison paysanne traditionnelle est dévalorisée au profit de l'hégémonie du modèle occidental (maison en dur) véhiculé notamment par les richesses promises des revenus de la culture du maïs OGM. Mais cette image reste inaccessible pour le plus grand nombre, et inadaptée au contexte climatique lorsque les moyens économiques le permettent.

Le modèle d'agriculture imposé via la culture du maïs OGM a également un fort impact sur les traditions d'entraide mutuelle et d'organisation collective locales. Les richesses promises, mais aussi l'endettement, renforcent l'individualisme prôné par l'entrée en force de la société marchande. L'affaiblissement des systèmes de solidarité isole les familles paysannes, les laissant sans ressources et dans l'isolement en cas de désastre.



Destruction d'une culture de golden rice

RÔLE DE L'ÉTAT

L'état philippin n'est pas seulement accommodant concernant l'accréditation des OGM, il est un des moteurs de leur progression. La réglementation reste intentionnellement très laxiste concernant l'autorisation des variétés consommables ou fourragères. De plus il subventionne les familles paysannes avec des semences OGM pour qu'elles abandonnent leurs cultures vivrières, sachant que dans un deuxième temps les multinationales qui produisent les nouvelles semences font payer des royalties pour leurs « droits de propriété intellectuelle ». Il encourage les relations entre les agents des multinationales et les agriculteurs locaux. Il aide à identifier les exploitations qui pourraient accueillir des champs d'essai. Des autorités locales proposent parfois leurs locaux pour la venue de congrès d'industriels faisant la promotion des investissements dans le secteur du maïs. Enfin, l'état ne met que peu de moyens pour aider à la reconversion des exploitations en culture écologique et soutenable.

Pour l'état, que ce soit aux Philippines ou en Suisse, le passage d'une agriculture paysanne indépendante à une agriculture commerciale exportatrice s'inscrit dans sa raison d'être fondamentale, à savoir l'industrialisation de la société. En effet, ce qu'on appelle le « changement structurel » (dans les objectifs de l'état suisse notamment) permet d'avoir de moins en moins de gens dans les champs qui se débrouillent avec les ressources locales, c'est-à-dire de gens dont les activités échappent largement au contrôle du marché et de l'administration. Et donc, ça permet de comptabiliser davantage de croissance économique. L'octroi de crédits ou de subventions pour se moderniser, par exemple en offrant des semences « améliorées » à des fins promotionnelles, puis la suppression de cette aide dans un deuxième temps, fait systématiquement disparaître la petite paysannerie qui s'est engouffrée dans un système d'endettement où l'on ne peut survivre qu'en augmentant le chiffre d'affaire. Comme tout le monde ne peut pas s'agrandir, il n'y a plus qu'à laisser la « main invisible » procéder à l'« assainissement du marché » - après quelques années où les paysan-ne-s auront épuisé leurs ultimes ressources sous la contrainte financière. Ce mécanisme qui s'est produit partout dans le monde, de même que le soutien aux recherches qui développent les moyens techniques de cette industrialisation, sont à considérer dans le contexte de l'aménagement par l'état d'un cadre propice au capitalisme.

CONCLUSION

Aux Philippines, loin de permettre de sortir de la pauvreté, la modernisation de l'agriculture (dont le maïs OGM est la figure de proue) a entraîné non seulement dépendance, précarisation et faillite des petit-e-s paysan-ne-s, mais aussi la destruction de tout le milieu de vie.

La résistance s'organise, et il est difficile avec les informations dont nous disposons d'estimer ce qui s'y joue politiquement. Ce que nous savons c'est que depuis 2005, profitant du système juridique philippin qui permet d'édicter des ordonnances locales, quelques provinces et municipalités ont voté une ordonnance d'interdiction des OGM, ou des ordonnances de promotion de l'agriculture écologique en mentionnant que celle-ci ne peut pas coexister avec la culture OGM. Ces exceptions sont le résultat de luttes paysannes organisées et variées, mais leur application reste encore incertaine et menacée. Aujourd'hui, plusieurs collectifs et organisations de lutte contre les OGM dans le pays appellent à une alliance pour exiger l'application effective de ces ordonnances et à leur application à plus large échelle. Toute logique que soit cette stratégie, elle contient les risques inhérents au citoyennisme et à l'emprise des bureaucraties d'ONG. Espérons que l'auto-organisation et l'au-

tosuffisance ne soient pas que des nécessités de circonstance mais qu'elles fassent partie d'une vision émancipatrice des habitant-e-s qui ont tout à reconstruire.

À une échelle plus locale, dans certaines régions comme à Cuartero, des dynamiques de formation sont engagées notamment par Masipag, avec la mise en place de fermes « expérimentales » de reconversion à l'agriculture écologique. La multiplication des banques de semences locales dont la première a été créée en 1985 continue, ce qui semble indiquer que l'objectif de la reconquête de l'autonomie est clair. Mais si l'atomisation des gens et l'affaiblissement de leurs pratiques communautaires comme le bayanihan sont déjà avancées, le chemin vers l'autonomie est semé d'embûches.

L'expérience montre que la revalorisation des savoirs, pratiques et richesses locales, dévalorisés par l'attrait de la modernité et du confort matériel, pour qu'elle ne soit pas qu'un pis-aller, demande une prise de conscience profonde de ce qui s'est joué avec l'offensive combattue (ici celle du maïs OGM). À titre d'exemple, pas très loin de Cuartero, des communautés indigènes luttant pour la reconnaissance de leurs terres et devant faire face à la menace de méga-projets hydroélectriques, d'infrastructures minières ou militaires n'ont pas (encore) été touchés par le fléau des OGM. Leur relatif isolement en est peut-être une raison, toutefois on peut relever qu'à la différence de Cuartero, ces communautés sont organisées et ont une longue expérience de lutte communautaire pour la reconnaissance de leur culture et de leurs droits. Peut-être y a-t-il là une connexion à faire au-delà de la problématique de l'agriculture industrielle ?

1. Ces stratégies dites « de relèvement » (coping mechanisms ou coping strategies) ont fait l'objet de nombreuses études et recherches aux Philippines, notamment par F. Landa Jocano, Bankoff ou encore Gaillard.
2. J.-C. Gaillard et al, Catastrophes dites « naturelles » et développement : réflexions sur l'origine des désastres aux Philippines, Revue Tiers Monde, 2008/2 n°194, p.371-390.
3. Source ISAAA, international service for the acquisition of agri-biotech applications (pro-OGM)
4. <https://nozgmophilippines.wordpress.com>
5. <https://masipag.org>
6. Avant l'arrivée des variétés de maïs OGM, les paysan-ne-s plantaient du maïs blanc traditionnel, des variétés à pollinisation ouverte améliorée (VPO) et du maïs hybride conventionnel. En 2011 à l'échelle nationale, 31% du maïs cultivé était encore natif, 26% étaient des VPO et les 43% restant provenaient des semences hybrides dont les OGM (% non connu).
7. Ces impacts ont fait l'objet d'une recherche menée par MASIPAG en 2013 (Socio-economic Impacts of Genetically Modified Corn In the Philippines) et relatée dans un livre téléchargeable sur le site de MASIPAG.

LA THÉORIE DU BOUT-DE-VIANDE

publié initialement en 2018 dans la revue française *De tout bois*¹

Tout est politique ! On entend encore aujourd'hui ce slogan de Mai 68, qui vise à subvertir la séparation entre privé et politique. Mais la formule est désormais le credo des réseaux sociaux : si Facebook peut utiliser ses données pour influencer des élections, c'est que la vie est bien devenue plus politique, mais pas comme prévu. Nous en sommes dépossédés². Luttés sociales, luttés pour la terre ou contre le nucléaire : une génération après, ces mouvements sont toujours vivants. Mais les stratégies du pouvoir ont changé. Après l'abandon de plusieurs grands projets d'infrastructures³, le maintien de la poubelle nucléaire à Bure, l'annonce d'une nouvelle loi de bioéthique et de l'investissement d'1,5 milliards d'euros dans l'intelligence artificielle⁴, tout ça cette même année, on s'est dit que ça valait le coup de réfléchir – on s'arrête pas, mais on réfléchit⁵. Alors que les foyers de lutte se multiplient ce printemps, nous assistons au redéploiement rapide du capital vers la bioéconomie. Les débats autour de la prochaine loi de bioéthique sont l'occasion d'observer les nouvelles formes adoptées par le pouvoir pour s'étendre. C'est aussi l'occasion de décloisonner nos combats, pour leur donner plus de force, et empêcher notre ennemi d'avancer d'un côté, pendant que nous le combattons de l'autre.

LA MÉCANIQUE DU POUVOIR

Nous pensons que le pouvoir opère d'abord par une séparation. Quiconque est dépossédé de sa terre, de ses savoir-faire, coupé de sa communauté, aliéné de lui-même, peut alors être exploité, dominé, colonisé, gouverné. L'art de la séparation est la mécanique du pouvoir. Elle s'exerce en imposant une vision du monde⁶: notre ennemi sait réordonner l'image que nous avons de la réalité. Or, si le pouvoir est diffus, il n'est pas partout d'égale densité : savons-nous identifier cet ennemi qui découpe le monde ? Il s'incarne aujourd'hui dans un phénomène à deux faces, qui se nourrissent l'une de l'autre : l'industrie nous sépare de ce qui nous entoure, et la biomédecine⁷ nous sépare de nous-mêmes. Industrie et biomédecine sont une même opération d'aliénation. Malheureusement, notre résistance les dissocie idéologiquement. Face à l'extension de l'industrie, nous opposons un vaste mouvement offensif (même s'il cloisonne les luttes sociales dans les villes, et les luttes pour la terre en dehors) ; mais face au déploiement de la biomédecine, nous n'opposons que des

résistances discrètes et éparses. Pourquoi dissocier les luttes par des cloisons étanches ? Ne voyons-nous aucun rapport entre le prix des loyers, la marchandisation des forêts, et celle de nos semblables ? Cette contradiction nous affaiblit beaucoup. La cause se trouve dans un double angle-mort symétrique de notre pensée collective : nous entretenons un rapport aussi ambigu à l'idée de nature, qu'à l'idée de corps. Ce texte, qui s'aventure un peu hors de la forêt de Roybon, cherche des pistes pour résoudre ces contradictions⁸. Face à nos faiblesses, nous proposons de repeupler notre mémoire collective, et face au pouvoir, de dessiner des perspectives communes.

GENÈSE

Au cours de la seconde guerre mondiale, l'intensification des recherches scientifiques (chimie, nucléaire, informatique, médecine...) a bouleversé la cosmologie occidentale sur plusieurs plans. Les technologies atomiques, par exemple, ont fait ressurgir le mythe apocalyptique⁹. En parallèle, les expérimentations médicales ont changé la place des humains dans ce système-monde, et accru la séparation entre corps et esprit. En effet, le décorticage des prisonniers dans les camps de la mort a eu deux conséquences historiques contradictoires : d'un côté, la condamnation des médecins nazis en 1947 ; de l'autre, la diffusion de l'idée du corps comme matière première, et l'institution de règles autorisant son exploitation, si la personne est consentante. Il va donc falloir fabriquer du consentement. Le code de Nuremberg n'a pas interdit les cobayes humains : il en a réglementé l'emploi¹⁰. Voilà l'origine de leur bioéthique, ce moment crucial où les juges de l'Occident condamnent officiellement ce que les savants vont pouvoir continuer de faire.

Quatre ans plus tard, aux Etats-Unis, un médecin prélève une partie du col de l'utérus cancéreux d'Henrietta Lacks, une femme afro-américaine, pauvre et malade, venue à l'hôpital pour être soignée. Et à qui on ne demandera pas son consentement – sans doute sa position sociale a-t-elle joué aux yeux des médecins¹¹. Il met en culture les cellules prélevées, et découvre en 1951 la première lignée cellulaire humaine immortelle¹². Pour la religion du progrès, trouver l'immortalité humaine dans un utérus malade, c'était comme transformer l'eau en vin : le rêve de la science moderne s'incarnait. Il se passe alors deux choses : d'une part Henrietta Lacks meurt, elle est ensevelie sans pierre

tombale ni lieu exact, et l'origine des cellules dissimulée au monde ; d'autre part, des échantillons de cellules baptisées HeLa sont cultivés et multipliés par millions de tonnes, et diffusés dans les laboratoires du monde entier. Elles deviennent alors la matière première des biotechnologies, du vaccin de la polio aux manipulations génétiques (dont les OGM), aux FIV et au clonage, et servent à tester les effets du nucléaire ou des vols dans l'espace. Ainsi, ce petit amas humain malade refaçonne le monde, comme le pétrole ou l'uranium avant lui.

Pendant la seconde guerre mondiale, des savants ont donc assigné à la chair un statut de substance exploitable. Ensuite, ils ont incarné cette vision par une découverte : le cas des cellules HeLa est le mythe fondateur qui a diffusé l'idée du corps-matière première. Depuis, elle contamine le système de production, le marché et les rapports sociaux. Cette contamination est facilitée par la forte influence que la biologie a eue sur les sciences sociales¹³, et par le mythe de la séparation corps/esprit, devenu un pilier de la cosmologie occidentale, entretenu à haute fréquence par l'industrie du spectacle et la vulgarisation scientifique, au point que nous puissions nous considérer comme un bout de viande suspendu à des neurones.

DIFFUSION

Dans l'économie capitaliste, travailler consiste à louer sa force pendant un temps déterminé, le reste étant dévolu à du travail invisible ou au loisir : le corps est considéré comme un outil. Or nous vivons déjà une société du chômage organisé par l'automatisation et la délocalisation. Un étrange système se des-



Henrietta Lacks

sine où le temps dédié au travail augmente, mais où nous sommes la plupart du temps sans activité¹⁴. Les Occidentaux refoulent leurs esclaves, pendant qu'ils rêvent d'un avenir sans labeur¹⁵. Et parmi ceux qui travaillent encore, beaucoup n'ont plus d'horaires fixes : des cadres connectés qui colportent leur travail partout, aux étudiants qui leur livrent des sushis à toute heure. Ainsi le boulot colonise le temps libre, et nous incite à nous penser comme une ressource exploitable, sans temps mort, ni entraves¹⁶. L'ubérisation est une phase intermédiaire dans le glissement de notre statut de force de travail à celui de matière première, et nous prépare au passage à la bioéconomie. La bioéconomie est un nom donné à ce système où, à mesure que l'automatisation s'étend, nous devenons moins indispensables en tant que main d'œuvre, mais disponibles comme ressources organiques ou numériques. Alors que les élites tiennent les postes de contrôle, les autres (humains, animaux ou végétaux) sont relégués au statut de ressource. Dans ce monde-usine en restructuration, les dominés sont exposés à la prédation, et ceux qui défendent le projet de revenu universel les rabattent vers la bioéconomie.

Les nouvelles formes d'exploitation viennent généralement s'ajouter aux précédentes. Si le charbon et le pétrole ont été les ressources du capitalisme vieux-jeu, les ressources de la société artificielle sont le nucléaire, et nous. Et la création de valeur dans la bioéconomie repose non seulement sur nos corps, mais aussi sur nos histoires médicales ou juridiques, nos goûts, nos idées, nos échanges. Tout cela est stocké, et pendant que l'argent devient immatériel, de nouvelles banques apparaissent pour nos données informatiques (data-centers) et organiques (bio-banques). Le pouvoir s'exerce donc sur les deux plans du corps et de l'esprit ; la cosmovision occidentale les sépare, et la biomédecine s'empare des deux. Ainsi, l'année dernière, la région de Lombardie a livré, outre 150 millions d'euros de subventions, les fichiers médicaux de toute sa population à IBM Watson, qui cherche à commercialiser l'intelligence artificielle en l'appliquant au diagnostic médical à grande échelle. IBM, qui développa jadis des technologies de fichage pour le régime nazi, IBM qui produit des métropoles labélisées « smart cities » depuis des années, IBM qui innove également dans la biomédecine. La rationalisation colonise donc le territoire autant que ses habitants, et leur corps autant que leur vie sociale.

RÉSISTANCE

Et si demain travailler c'était vendre nos bouts de viande et nos fichiers médicaux ? Faudrait-il que nous luttions pour augmenter leur prix ? Et si la ZAD de demain c'était nos corps, pourrions-

nous les défendre comme nous défendons une terre ? Pas si simple... Échapper au destin d'esclave d'hier et à celui de ressource de demain, implique d'abord d'élargir notre système défensif. Certains courants, comme l'écoféminisme ou la deep ecology, avancent déjà sur ce chemin : contre le refoulement progressiste de la nature et des corps, ils développent une pensée qui associe et revalorise les deux. Ils prennent ainsi le contrepied exact du mépris des transhumanistes pour l'enveloppe corporelle, qui n'est autre qu'un héritage chrétien. Mais nous réfugier dans le corps-nature fait apparaître deux contradictions : cela incite parfois à rétracter le politique dans l'individu et le ressenti (qui peuvent aussi être gouvernés) ; de plus, identifier nos corps à la nature, c'est tomber dans le piège du naturalisme occidental (qui repose justement sur l'idée qu'ils sont fait de la même substance)¹⁷. Il n'est pas question d'effacer les corps, il est question de ne pas nous replier dans l'une ou l'autre des deux parties séparées. Il est question de sortir du paradigme : le contraire du pouvoir, ce n'est pas le corps, c'est l'autonomie. C'est nous libérer de notre dépendance¹⁸ de la cosmovision dominante.

Briser le maléfice consiste d'abord à comprendre et reconnaître les idéologies dualistes en déterrants leur racine. D'où vient donc la séparation entre corps et esprit ? Ce micro-dualisme est l'écho du macro-dualisme : c'est parce que nous vivons dans une société qui sépare le monde en deux, entre nature et culture, que, par contamination, nous nous représentons désormais comme séparés¹⁹. Ils ne vont pas l'un sans l'autre, ne se détruisent pas l'un sans l'autre. Échapper au dualisme implique donc de repenser collectivement le monde, et nous-mêmes. Pas seulement nos corps, cette entité faussement séparée en nous par l'ennemi, mais nos êtres tout entiers, individuels et collectifs. Le mouvement écologiste n'échappe pas à ce dualisme. En témoigne le slogan « nous ne défendons pas la nature, nous sommes la nature qui se défend ». Il distingue, dans nos rangs, les positions naturalistes classiques (qui affirment défendre la nature), et celles d'une écologie plus radicale (qui affirme être la nature qui se défend). Tandis que les unes veulent sauver ce que l'industrie menace, les autres s'y identifient. Ces deux positions divergent, mais s'opposent avant tout à la pensée progressiste, concernant ce qu'il faudrait sacrifier ou célébrer : nature ou civilisation du progrès. Mais au final, elles s'appuient toutes sur l'idée de nature (qui a plusieurs variantes), et partagent la même vision du monde : celle d'une réalité coupée en deux, un monde fêlé.

SENTIERS

Pour sortir de ce monde coupé en deux, nous ne partons pas de rien. Il existe un

mouvement historique de résistance à la séparation et l'accapement dualiste des corps : nous en avons seulement perdu les fils. Le cas des cellules HeLa montre que la biomédecine, le remède de tous les maux occidentaux, est née d'un vol, d'une ablation (pouvons-nous dire d'un viol ?) d'une femme noire et pauvre. Ce phénomène est un troublant écho, cinq siècles après, à la naissance de la médecine moderne, qui fut inventée sur les femmes que l'on découpait et torturait avant de les mener au bûcher²⁰, alors que l'idée du corps-machine se diffusait dans la cosmovision des Lumières. Face à ce processus d'aliénation primitive, des siècles de révoltes nous précèdent, qui ont combattu l'accapement des terres, la marginalisation des femmes, la dépossession des techniques de soin, la dépolitisation des domaines de la sexualité et de la reproduction, ou la mécanisation des métiers. Partout, des communautés s'opposant à l'impérialisme ont entretenu des usages autonomes contre la colonisation. Et plus près de nous, les groupes de femmes du MLAC qui ont pratiqué elles-mêmes et collectivement des accouchements et des avortements, même après leur légalisation en 1975²¹, incarnent cette résistance de l'autonomie face à la biomédecine. Nous avons quelque peu asséché notre mémoire collective. Irriguons !

Lorsque nous vivons à l'abri des idéologies, nous générons spontanément et constamment des repères collectifs. Nos facultés à faire surgir des rapports autonomes, fondés sur nos propres coordonnées éthiques, se régèrent. À moins qu'une idéologie ne vienne les faucher, ou qu'elles se fossilisent elles-mêmes en idéologie. Penser sans intermédiaire génère constamment de nouvelles visions du monde. C'est ce qui s'invente déjà dans les zones libérées, grandes ou petites : une projection du futur dans le présent. Depuis l'abandon du projet d'aéroport, nous avons fait l'expérience de ce qui se joue désormais : ce n'est pas la défense de la nature, mais la confrontation de deux mondes. Un monde industriel qui veut individualiser, séparer, et détruire pour garder le contrôle, contre des mondes en train de naître, qui se construisent en résistant. Et la Zad n'est que la partie émergée du volcan. Mais ces mondes en gestation ont besoin de générer leurs propres visions du monde, leur autonomie de pensée, et ouvrir d'autres fronts.

ALLIANCES

Il n'y a aucune différence entre la manière dont la science étend le domaine du pathologique et la manière dont le capitalisme s'étend sur les territoires. D'un côté, notre système médical tend à produire socialement et concrètement de nouvelles maladies, ce qui permet aux savants de prendre le pas sur l'autonomie : c'est ce que Illich avait identifié

sous le terme de iatrogénèse (la production de maladie par la médecine). De l'autre, l'industrie détruit de nouveaux espaces, et produit de la valeur avec ce qu'elle a détruit. Système médical et développement industriel sont deux faces d'un même processus d'extension du pouvoir, qui se nourrit à chaque pas de ce qu'il vient de détruire : c'est l'im-périalisme.

Ce qui est central lorsque nous agissons, ce n'est pas de défendre une nature ou des corps : c'est de développer des usages autonomes en contradiction avec notre ennemi commun. Ils détruisent, nous reconstruisons ; ils séparent, nous formons des alliances. Or, nos luttes restent souvent piégées dans le cadre symbolique de ce qu'elles affrontent, et bien que nous combattions l'incarnation de notre ennemi (l'aéroport ou le parc à touristes), sa vision du monde, elle, mute, absorbe ses contradictions, mais reste intacte. C'est que la pensée des savants colonise si bien les esprits, qu'elle s'installe souvent dans la tête de ses opposants. Cela implique donc aussi de penser collectivement et sans intermédiaire, de changer la manière de voir le monde. Nous sommes heureux si les projets sont abandonnés, mais la victoire que nous cherchons réside dans la naissance de cosmovisions incompatibles avec celle de l'Occident industriel.

1. De tout bois n°9, printemps 2018.
2. Librairie des Femmes de Milan, Ne crois pas avoir de droits, Préface du collectif de traduction (note 4).
3. Le rapport du Conseil d'orientation des infrastructures (1er février 2018) annonce le report ou l'annulation des accès au Lyon-Turin, de certaines portions d'autoroutes, et de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes.
4. Annonce de Macron à la suite du rapport de C.Villani sur l'IA, fin mars 2018.
5. « On arrête tout et on réfléchit » est un autre slogan célèbre de mai 68.
6. Par vision du monde ou cosmovision nous entendons à la fois comment nous vivons la réalité, et le modèle de pensée à partir duquel nous la produisons (George Lapierre, Être ouragans, 2015) : celui qui vit via internet, pense le monde comme un réseau, puis le produit comme tel. Quoique celui-là glisse peut-être déjà dans la catégorie des gens-sans-monde.
7. Nous utilisons « biomédecine » pour définir un système médical qui rend plus malade qu'il ne soigne, selon le principe de la iatrogénèse (Ivan Illich, Nemesi Médicale, 1975) et ouvrant ainsi de nouveaux marchés (Céline Lafontaine, Le corps-marché, 2014).
8. Ce texte est une ébauche, une halte dans le cheminement de la pensée. Questions et remarques amicales à pierrette.rigaux@laposte.net.
9. Günther Anders, La Menace nucléaire, 2006 ; D.Danowski-E.Viveiros de Castro, L'Arrêt de monde, 2014.
10. Philippe Amiel. Expérimentations médicales : les médecins nazis devant leurs juges. F.Vialla. Les grandes décisions du droit médical, LGD], pp.431-444, 2009, 978-2275034706, <hal-00867313>.
11. L'enquête de R. Skloot révèle que les prélèvements et analyses sans consentement étaient systématiques dans le service en question : Rebecca Skloot, La vie immortelle d'Henrietta Lacks, 2011.
12. Les cellules se multiplient par dédoublement. Après un certain nombre de dédoublements, la lignée meurt : c'est la limite de Hayflick (une des raisons de notre vieillissement), découverte seulement en 1961 : depuis les premières cultures cellulaires en 1907, la biologie cherchait l'immortalité dans les cellules. Les cellules cancéreuses HeLa sont une exception : elles continuent de se dédoubler depuis 1951.
13. Pensons par exemple à l'emploi du schéma cellulaire pour l'analyse des groupes humains, facilitant l'ingénierie sociale et le management. Céline Lafontaine, L'Empire cybernétique, 2004.
14. Derrière les chiffres officiels du chômage, moins de la moitié du temps de la population totale en France est soumise au travail : « le taux d'emploi en équivalent temps plein atteint 60,4 % » en 2017 (<https://www.insee.fr/fr/statistiques/2966612#titre-bloc-8>), chiffre qui descend sous les 50% avec les moins de 15 ans et les plus de 64 ans. La part de la population disponible à la prédation par la bio-économie est donc importante.
15. Tomjo, Au Nord de l'économie, 2018.
16. « Vivre sans temps-mort, jouir sans entrave » est encore un slogan de Mai 68.
17. Pour une critique féministe de l'identification et de l'empathie avec la nature : Val Plumwood, La Nature, le moi et le genre : féminisme, philosophie environnementale et critique du rationalisme, Cahiers du genre n°59, 2015/2.
18. Berlan, Pouvoir et dépendance, 2017.
19. À propos des débats sur l'idée de nature : Philippe Descola, Par-delà nature et culture, 2005, et sa critique dans Lapierre 2015.
20. Le découpage des femmes torturées précède la chirurgie moderne et la représentation du corps comme machine organique. À propos de la dévalorisation de la nature et les corps dans l'Occident chrétien, et en particulier du corps féminin : Federici, Caliban et la sorcière, 2015, Musso, La Religion industrielle, 2017. À propos des machines organiques pendant les siècles suivants : Bertrand Louart, Les êtres vivants ne sont pas des machines, 2018.
21. Documentaire de Yann Le Masson, Regarde elle a les yeux grand ouverts, 1980. MLAC : Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception.

SWISS FUTURE FARM 5G

mauvaises ondes sur l'agriculture suisse

Le 24 septembre 2019, Agroscope a annoncé avoir signé avec Huawei et Sunrise un protocole d'accord pour la création d'une « ferme 5G ». Ce partenariat permet spécifiquement de tester la technologie 5G à la Swiss Future Farm de Tänikon (TG). Cette ferme expérimentale, inaugurée en septembre 2018, est dédiée à l'intégration avancée des technologies numériques dans l'agriculture.

Dans le communiqué de presse, Olaf Swantee, CEO de Sunrise, déclare : « La 5G joue un rôle clé en termes de gestion des ressources naturelles et de protection de l'environnement. En ce qui concerne le smart farming, nous sommes heureux de soutenir Agroscope et la Swiss Future Farm de Tänikon avec notre réseau 5G de premier plan et nos services ». Haitao Wang, CEO de Huawei Suisse, lui fait écho : « Comme on le sait, la 5G est la base de la transition numérique, et permet de réduire le fossé numérique entre les zones rurales et urbaines, particulièrement dans les régions qui ne sont pas reliées à la fibre optique, comme les fermes. Nous allons développer des applications innovantes qui utilisent le réseau 5G, pour permettre un travail efficace ainsi qu'une réduction de la consommation d'énergie ».

Comme dans le cas du Protected Site, Agroscope est fier de renforcer son rôle de leader européen en matière de recherche et développement de l'agriculture du futur. L'application de la

5G à l'agriculture est un exemple pratique supplémentaire de la convergence des technologies dans la guerre à la nature et à tous les êtres vivants. Seules une critique et des pratiques qui rompent radicalement et sans médiation avec ces technologies et le système qui les produit peuvent échapper à la récupération dévorante du capitalisme vert.

Agroscope Tänikon
Thomas Anken
8356 Ettenhausen
Téléphone: +41 58 480 33 52
thomas.anken@agroscope.admin.ch
Huawei Technologies Switzerland AG
Relations médias
Manuel Küffer
076 656 58 40
media.switzerland@huawei.com
Sunrise Communications SA
Corporate Communications
media@sunrise.net
www.sunrise.ch
Téléphone: 0800 333 000
Hors CH: +41 58 777 76 66



Drone pulvérisateur à la "swiss future farm" de Tänikon

PENSER AUX DEGRÉS

ne plus être capable de penser un autre monde possible

[texte traduit de l'italien]

En octobre 2018, le Groupe International d'Experts sur le Climat (GIEC) a présenté son rapport spécial sur les conséquences d'un réchauffement global de 1.5°C. Un rapport qui a nécessité deux ans de travail et les contributions de la fine fleur des scientifiques mondiaux-ales (mais surtout européen-es), pour produire 538 pages grâce auxquelles l'existence de « l'eau chaude » est scientifiquement avérée. En d'autres termes pour confirmer que le système de production technologique et industriel occidental nous mène tout droit vers l'abîme ! Les premiers mouvements écologistes radicaux l'affirmaient déjà il y a quarante ans, c'est dire la myopie du monde scientifique et académique.

Ce rapport n'apporte aucune analyse un tant soit peu sérieuse des causes du changement climatique, ce qui ouvre un boulevard aux techniques écocidaire de la géo-ingénierie, assorties des hypocrites précautions formelles de circonstance. Toute une série de « recommandations technologiques », pour l'instant absolument théoriques, qui pourraient avoir un impact tout aussi dévastateur sur les écosystèmes et les communautés. Par exemple, la dispersion à large échelle de composés chimiques dans l'atmosphère pour repousser la lumière du soleil (comme le projet Tianhe sur le plateau tibétain, en cours de construction, qui va disséminer des particules d'iode d'argent dans l'atmosphère sur une surface aussi vaste que l'Espagne pour tenter de générer des nuages et des précipitations), le stockage de gigantesques quantités de CO2 dans des puits souterrains (comme l'usine thermo-électrique de Brindisi dont le dioxyde de carbone produit est transporté et stocké dans des puits dans la province de Piacenza), l'altération à large échelle des océans pour produire davantage de plancton (un premier test en 2012 réalisé par une entreprise privée a déversé cent tonnes de nanoparticules de fer au large des îles Galapagos, alors que la même année au moins 110 tonnes de poudre de fer auraient été déversés au large des îles canadiennes de Haida Gwaii, pour stimuler la croissance du plancton pour la « production » de saumon)... La géo-ingénierie est la nouvelle panacée technologique pour le capitalisme, visant à perpétuer le développement industriel qui a causé ce désastre écologique et climatique, tout en évitant de rendre des comptes au sujet de la dévastation et du pillage de la planète.

Le rapport du GIEC charge l'être humain de la responsabilité du changement climatique, conséquence de « ses activités ». Or pendant des millénaires les êtres humains, particulièrement en-dehors du continent européen ont pu vivre de manières respectueuses des écosystèmes, en relative harmonie avec leur environnement. Nous pensons plutôt que le changement climatique est un effet collatéral du développement industriel capitaliste, un produit de l'idéal désormais rouillé du « Progrès » qui continue de motiver les avancées techno-scientifiques. Les animaux, les populations indigènes et les écosystèmes de cette planète disparaissent à grande vitesse depuis l'avènement en Europe il y a quelques siècles de la « civilisation » mercantile occidentale, et de son expansion sur les autres continents.

Bardés de leurs diplômes universitaires, reconnus comme experts scientifiques, chargés de rédiger des rapports internationaux, elles sont incapables de reconnaître cette banalité. On ne peut que douter de la neutralité de ce rapport. D'autant plus si on considère qu'on trouve dans le comité de rédaction deux techniciens d'ExxonMobil et de Saudi Aramco, respectivement deuxième et troisième entreprises émettrices de gaz à effet de serre.

La planète est dévastée par les multinationales, par le néo-colonialisme, par le développement industriel (principalement occidental), par les gouvernements et états-nations qui restent accrochés à leurs positions de pouvoir. On se dispute sans cesse le contrôle des « ressources naturelles » sur l'échiquier mondial. Greta Thunberg a eu le courage de l'autodétermination en se mettant en jeu à la première personne contre le changement climatique, en choisissant sa propre méthode. Mais de réellement croire que s'adresser à ceux qui nous ont mené là où nous en sommes (précisément les gens présents au World Economic Forum à qui elle s'adresse : politicien-nes et chefs d'état, think tanks, scientifiques, économistes et administrateurices de multinationales) pour trouver des solutions, serait vraiment naïf.

Réduire la question de la dévastation de la planète et des écosystèmes qui la font vivre à de stériles algorithmes qui calculent les degrés que nous pouvons encore nous permettre avant de perdre la société industrielle, est une perspective qui ne nous mènera pas bien loin.



Et pour cause : ça ne peut qu'aller dans le sens des intérêts des gouvernements et des multinationales qui occupent déjà le terrain avec le greenwashing, cette idée que « tout peut soudainement devenir respectueux de l'environnement », même les industries pétrochimiques. La question est beaucoup plus complexe, et ce n'est qu'en considérant cette complexité qu'on peut cerner les vraies causes du changement climatique, au lieu de compter sur ceux qui ne veulent qu'endiguer les symptômes pour continuer comme avant. Dans l'intervalle il y a l'histoire, il y a les questions de classe, de race, de sexe et d'espèce, l'incapacité à reconnaître l'importance et le caractère unique de l'autre, des animaux non humains et des écosystèmes qu'elles habitent.

C'est vrai, « l'effet de serre » est principalement généré par le CO₂ et d'autres gaz. Mais ces gaz sont produits d'abord pour assouvir les besoins d'un système politique et économique basé sur l'exploitation des gens, des animaux et la dévastation des écosystèmes. Nous pouvons travailler aussi dur que nous le voulons, aller au boulot en vélo, arrêter d'acheter des sacs en plastique, trier scrupuleusement les déchets, même devenir tou-tes vegan (des choix certes importants), mais ces gestes seuls n'arrêteront pas la construction du TAP dans la mer Adriatique, ils ne fermeront pas l'usine chimique de Ferrara, n'arrêteront pas les 450 réacteurs nucléaires toujours en fonction dans le monde ni les 55 en

construction, ils ne réduiront pas significativement le nombre d'avions volant au-dessus de nos têtes ni ne videront vraiment les supermarchés des incensants surplus sur les étagères. Nous pouvons mettre en pratique mille changements positifs dans nos vies quotidiennes, et ils sont bienvenus, mais il reste le fait que la « démocratie » n'admet pas d'entraves au fonctionnement du système économique industriel.

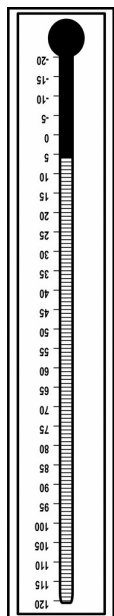
C'est de nous que vient le changement, bien sûr ! Mais pas en devenant nos propres flics, nourrissant ce système technologique qui se révèle être une prison à ciel ouvert. Oui, affiner notre esprit critique envers ceux qui détiennent le pouvoir, en examinant les problèmes à la recherche de leurs racines, en comprenant que non, nous ne sommes pas toutes co-responsables au même titre de cette dévastation. Les choix sont faits par des gens qui ont un nom et un prénom, et qui travaillent dans des entreprises et des institutions spécifiques, dans des parlements et des laboratoires où elles développent la prochaine nuisance technologique à lancer sur le marché. Cesser au moins de s'appuyer sur elles et eux est le premier pas. Remettre en question le développement technoscientifique et industriel, avec ses promesses éternelles d'un futur d'abondance radieuse et de solutions à tous les problèmes, mais qui pour le moment nous a gratifié d'un présent de tumeurs croissantes, est quelque chose de désirable. Comprendre en quoi la science n'est pas neutre, parce que la recherche est toujours financée sur la base de résultats futurs et que le développement proposé est fonctionnel précisément pour celles et ceux qui autorisent et financent les recherches, est un acte de maturité intellectuelle. Construire des parcours solidaires par en-bas, auto-déterminés, libres d'exploitation et d'oppression, loin du contrôle institutionnel, peut être une voie à emprunter.

Pour comprendre, après tout, que la vraie question va bien au-delà de ces 1.5°C qui mettraient la production industrielle et la société capitaliste en difficulté. Une société que nous ne devrions pas épargner dans le seul but de maintenir des privilèges obtenus sur le dos des autres en déléguant cette responsabilité à celles et ceux qui nous gouvernent.

Il y a déjà eu des bouleversements climatiques par le passé et la planète, avec ses êtres vivants, a toujours été capable de se régénérer.

Arrêter le changement climatique signifie mettre un bâton dans les roues de la société qui le produit. Nous avons besoin d'activistes, nous avons besoin de luttes, nous n'avons pas besoin de scientifiques.

Quelques écologistes radicales pour la libération humaine, animale et de la terre.



NOUVEAU SITE DE CRITIQUE DE LA TECHNOLOGIE

Nos Futurs est un groupe ouvert, basé à Lausanne depuis 2014, qui tente de multiplier les rencontres et échanges entre individus critiques et rétifs face aux dictats technocrates, avec une approche pluraliste favorisant une large autonomie d'action de ses membres. Dans la région lémanique, l'économie du high-tech a vu son emprise croître ces dernières années de façon exponentielle, entre autres « grâce » à l'EPFL (École Polytechnique Fédérale de Lausanne) et à la myriade de start-up qu'elle génère. L'impact sur nos vies de cet « éco-système » techniciste devient majeur, que ce soit à travers les institutions politiques, l'économie, l'urbanisme, les loyers ou les médias. Cette évolution, tacitement admise au nom du progrès, ne fait plus l'objet du moindre débat. Cette absence de réflexion contradictoire contraste avec l'idéal démocratique, et il est révélateur que l'État – comme partout ailleurs – soit devenu moteur dans cette énième vague d'industrialisation. Même la détérioration générale de notre environnement, ou des catastrophes comme celle de Fukushima ne paraissent guère entamer la confiance aveugle que les médias, les politiques, les économistes et bien entendu les scientifiques continuent de porter à l'idéologie de la croissance par le progrès des techniques, un progrès fondé sur une consommation excessive de ressources. Face à ce futur qui nous est présenté comme inéluctable, l'attitude la plus commune semble être la résignation. Ce constat nous a poussé à nous organiser collectivement, et à créer en 2014 le collectif Nos Futurs, dans l'intention de développer un travail d'analyse, d'information et d'action autour des enjeux et des perspectives d'un développement high tech qui prend les aspects d'une fuite en avant.

Au-delà de la critique de telle ou telle technique et de ses impacts potentiellement nocifs, notre collectif cherche à développer une réflexion d'ordre général sur les conséquences sociales, économiques, environnementales, du système technologique mis en place depuis les origines du système industriel, et plus particulièrement depuis l'émergence de ce qu'il est convenu d'appeler la quatrième révolution industrielle. La convergence des biotechnologies, des nanotechnologies, de l'informatique, des neurotechnologies et des sciences sociales à vocation utilitaire qui la ca-

ractérise ne vise en effet qu'à ouvrir de nouveaux marchés, et à « optimiser la gestion » de la nature et de la société, au risque de redéfinir les notions même d'humanité et de liberté. C'est pourquoi nous cherchons à développer et à diffuser une critique sociale – en paroles et en actes – de ce qu'il est convenu d'appeler les « nouvelles technologies », et de leur rôle dans la genèse et le fonctionnement d'un système capitaliste financiarisé, consumériste et profondément aliénant.

« Nos Futurs » est un collectif pluraliste dont les membres se rejoignent autour de l'idée que le « solutionnisme technologique » généralisé constitue un obstacle à l'émancipation et à l'autonomie des individus, et que les développements actuels du système technologique constituent une réelle menace pour le bien-être futur de l'humanité. Nous pensons que la vie sociale et les questions qu'elle pose ne constituent pas des dimensions réductibles à une gestion technicienne. C'est pourquoi nous appelons à une reprise en main de notre avenir, qui exclut toute approche technocratique des relations humaines et de la vie en société.

Depuis le printemps 2018, le groupe Nos Futurs a mis en ligne le site "nosfuturs.ch" sur lequel vous pourrez trouver:

- Une présentation du groupe et de ses points de vue
- Des articles écrits par des membres du groupe
- De nombreux articles relatant l'histoire de la pensée critique de la technologie, à travers des biographies d'auteur.e.s
- Des références bibliographiques
- Les rendez-vous proposés par le groupe

L'utilisation d'internet pour diffuser notre travail n'a pas fait consensus dans le groupe, cependant personne ne s'y est opposé. Les personnes qui l'ont mis en place espèrent que ce site sera une contribution dans le sens de l'émancipation, de la solidarité, de l'autonomie, sans se substituer aux rencontres en chair et en os.

à bientôt, espérons le!

Nos Futurs

<https://nosfuturs.ch>



Les êtres vivants ne sont pas des machines

Bertrand Louart, La Lenteur, 2018

Dans ce treizième opus de sa série *Notes et morceaux choisis*, Bertrand Louart mène une enquête très fouillée sur la genèse de la biologie moderne et les idéologies qui l'ont modelée. La thèse principale qu'il reprend surtout de l'historien des sciences et épistémologue André Pichot relève que les biologistes ont constamment évité de définir la spécificité des êtres vivants par rapport aux objets inanimés comme les machines. En décrivant les êtres vivants dans le cadre conceptuel des sciences mécaniques, ils ont créé une science propice à leur exploitation illimitée qui a logiquement abouti à l'ingénierie génétique.

En disséquant les biais systématiques qui ont orienté cette histoire lourde de conséquences, Louart se livre ici à une véritable entreprise de déconstruction qui peut nous servir à combattre, sur le plan idéologique mais pas seulement, cette science taillée sur mesure pour le capitalisme.

La planète des clones

Les agronomes contre l'agriculture paysanne

Jean-Pierre Berlan, La Lenteur, 2019

« Autour de l'an 2000, l'affaire Terminator et la contestation des OGM ont révélé au grand public que les grands semenciers sont prêts à tout pour empêcher les agriculteurs d'utiliser le grain qu'ils récoltent.

Mais pour Jean-Pierre Berlan, auteur de *La Guerre au Vivant* (Agone, 2001), cette confiscation du vivant à des fins de profit ne date pas d'hier. Dans *La planète des clones*, il montre que la grande innovation agronomique du XXe siècle, le maïs hybride, relève de la même logique : rendre incontournable l'achat de semences produites en laboratoire, en faisant croire que leur productivité repose sur l'exploitation d'un phénomène génétique inaccessible aux profanes – aux paysans, en premier lieu.

Ce livre se lit comme une enquête policière et démasque l'imposture du progrès le plus célèbre de la science agronomique ». (Quatrième de couverture)

Guerre à la nature

Réflexions sur les derniers développements de la manipulation génétique en agriculture et en zootechnie

[Anonyme], Monte Bove, 2018 [en italien]

Ce livre, publié en décembre 2018 par les éditions Monte Bove en Italie, veut « ramener l'attention sur le thème de la biotechnologie, en particulier sur l'évolution qu'elle a connue ces dernières années, dans un silence presque généralisé ». Un travail approfondi qui ne se limite pas à une simple mise à jour de la situation italienne en ce qui concerne la législation, la recherche et l'application de l'ingénierie génétique en agriculture et zootechnie, mais qui étend son analyse à des dynamiques bien plus vastes qui redéfinissent non seulement la production agricole mais l'ensemble de la production industrielle, c'est à dire de la société toute entière.

Le propos commence par un dépoussiérage des notions géopolitiques liées à l'alimentation pour clarifier l'importance stratégique de la production agricole pour la « mégamachine ». Il aborde ensuite un peu plus profondément les dénommées NBT [New Breeding Techniques], des techniques de modification qui, comme on s'y attendait, vont mettre au grenier la classique transgénèse pour d'autres bien plus efficaces. Il est question du processus de digitalisation de la production industrielle, auquel n'échappe pas la production agricole, en train de redéfinir l'entière des secteurs de production et de fournir un tremplin parfait pour l'« Internet of Things » ; en passant par les risques de récupération par le système, toujours à l'affût à une époque où le capitalisme lui-même se découvre bio-durable ; pour jeter enfin un oeil sur des technologies encore à un stade embryonnaire mais qui, alors que les effets du changement climatique commencent à se faire sentir, reçoivent un appui important : la géo-ingénierie.

La nourriture est la base. La production alimentaire, si elle est contrôlée et canalisée, devient pouvoir. Les états-nations et les industries agro-alimentaires n'ont pas perdu de temps ces dernières années pour se doter de nouveaux outils. Les connaître et les reconnaître est la première étape.

contact : [guerra-alla-natura\[a\]riseup.net](mailto:guerra-alla-natura[a]riseup.net)

CONTACT...

Rhizome paraît irrégulièrement en allemand, en italien et en français. Des exemplaires peuvent être commandés à rizom@immerda.ch.
Tirage fr.: 500 ex. / it.: 500 ex. / all.: 500 ex.

Contact: rizom@immerda.ch
Page d'accueil: rhizom.noblogs.org
Si vous voulez faire paraître un article dans Rhizome, envoyez-nous un e-mail et il y a de bonnes chances que nous vous répondions.